

Andrée Lévesque : *Résistance et transgression. Études en histoire des femmes au Québec*

France Parent

Volume 9, Number 1, 1996

Femmes et technologies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057874ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057874ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Parent, F. (1996). Review of [Andrée Lévesque : *Résistance et transgression. Études en histoire des femmes au Québec*]. *Recherches féministes*, 9(1), 141–145. <https://doi.org/10.7202/057874ar>

Mergler, Lippel et Armstrong auraient pu, d'entrée de jeu, poser les enjeux de l'analyse du travail des femmes et ainsi servir de toile de fond à la lecture des textes présentant les résultats de recherche sur les risques du travail des femmes. Il aurait par ailleurs été pertinent de retrouver parmi les sujets sélectionnés, dans la section des risques pour la santé, les résultats des recherches de Carpentier-Roy sur le travail des enseignantes et des infirmières qui propose un regard nouveau sur les facteurs de risque et sur la dynamique des rapports sociaux. De plus, dans la section traitant des enjeux pour les politiques publiques, les auteures oublient de traiter de la conciliation du travail et de la grossesse, thème qui représente, au Québec, un enjeu particulier compte tenu de l'existence d'un droit de retrait préventif pour les travailleuses enceintes exposées à des conditions de travail dangereuses; d'autant plus que la question a fait l'objet de travaux de recherche.

Enfin, probablement à cause des méthodologies les plus souvent utilisées, l'ouvrage présente une lecture somme toute assez technique du travail des femmes, la principale faiblesse, sauf pour quelques textes, résidant dans l'analyse de la dynamique des rapports sociaux qui sous-tend les situations qui sont décrites et les risques qui les accompagnent. Malgré qu'on veuille concevoir un cadre de recherche plus « près » des travailleuses, c'est-à-dire en prenant les travailleuses comme sujets et non comme objets de recherche, on sent peu la « présence » des travailleuses dans la façon dont les résultats sont présentés. Par ailleurs, la réflexion sur les transformations possibles des conditions de travail et sur l'engagement des chercheuses et des femmes à cet égard est succincte. Une base importante vient toutefois d'être jetée par cet ouvrage et à partir de laquelle il sera possible d'ouvrir de nouvelles voies qui, nous l'espérons, sauront atteindre les gestionnaires, les politiciens et les politiciennes ainsi que les chercheurs et les chercheuses.

*Romaine Malenfant*  
Équipe de recherche sur les impacts sociaux  
et psychologiques du travail  
Centre de santé publique de Québec

**Andrée Lévesque** : *Résistance et transgression. Études en histoire des femmes au Québec*. Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1995, 157 p.

Dans son ouvrage intitulé *Résistance et transgression*, l'historienne Andrée Lévesque présente un intéressant bilan de ses recherches en vingt ans de métier d'historienne, c'est-à-dire depuis ses études doctorales en 1973 jusqu'à plus récemment. Avant de tourner la page sur le thème de la marginalité féminine à Montréal dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en particulier la période de l'entre-deux-guerres dans laquelle la chercheuse s'est spécialisée, celle-ci réunit, avec brio, l'essentiel de ses résultats d'enquête historique, publiés au Québec comme ailleurs, à partir de deux thèmes intégrateurs, résistance et transgression. C'est ainsi que l'auteure introduit son ouvrage : « Elles ont résisté, plus nombreuses que ne le laisseraient supposer les livres d'histoire. Elles ont transgressé, même si l'histoire traditionnelle a voulu ignorer ou cacher celles qui ont passé outre les limites du permissible. On leur a aussi

résisté et bien des efforts furent prodigués pour les garder dans le droit chemin » (p. 9).

Faut-il voir dans le singulier de ces termes une volonté de décrire un phénomène plus global, celui des rapports sociaux de genre, qui, à la lecture des textes, apparaît sous ses aspects multiformes, met en action divers acteurs et actrices et pose en filigrane les enjeux des luttes pour l'égalité des droits des femmes au Québec ? Car, que ce soit les interventions des autorités politiques, médicales, judiciaires et religieuses ou les actions des femmes, féministes, réformatrices et prostituées, l'historienne dévoile différentes formes de résistance et, en contrepartie, des stratégies qui guident les actions de part et d'autre dans le contexte de changement social en ce début du XX<sup>e</sup> siècle.

Si chacun des cinq chapitres a le mérite d'être consistant en soi par le fait qu'il est issu d'un ou de deux articles déjà publiés et remaniés, la qualité de l'ensemble réside dans la cohérence de la démonstration de la « dichotomie ou de la coïncidence entre le discours et le vécu, les prescriptions et les comportements » (p. ) telle que l'historienne l'avait réalisée dans son précédent ouvrage *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres* (1989) « La représentation s'avère indissociable de l'expérience et toutes deux sont ancrées dans la matérialité du lieu et du moment » (p. 9).

L'historienne introduit son ouvrage en présentant comme toile de fond le contexte socio-économique et politique du Québec au tournant du siècle, contexte que l'on retrouve richement documenté dans son autre ouvrage *Virage à gauche interdit* (1984). Pendant cette période qui correspond à la montée du capitalisme industriel et du libéralisme politique, la lutte des femmes pour leur émancipation s'inscrit au croisement des réformes sociales et des nouvelles orientations politiques et idéologiques et en sera fortement imprégnée.

Le premier chapitre, « Code civil : femmes mineures et féministes », s'ouvre sur l'importante question des droits des femmes, dont le droit de vote apparaît comme le premier jalon de leur émancipation civile. Si l'auteure retrace quelques dates et événements de la lutte pour le suffrage féminin, elle va au-delà de ce thème largement traité en histoire des femmes au Canada. Elle nous fait découvrir que « pour plusieurs [femmes], la réforme du Code civil passait avant l'obtention du suffrage » (p. 24). L'accès à l'éducation, à la vie politique et à l'égalité économique, sans oublier la reconnaissance de leurs compétences dans le domaine familial et des services sociaux, étaient fondamentaux pour les citoyennes. Des féministes, telles Marie Lacoste-Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean et Eva Circé-Côté, considérées comme les premières militantes au Québec, revendiquent haut et fort ces droits. Par ailleurs, leur présence sur la scène publique les confronte aux réactions de différents milieux : le milieu conservateur désirent préserver les valeurs familiales et maintenir le rôle des femmes dans les familles, le milieu libéral disposé à élargir l'apport économique des femmes au sein des ménages mais en maintenant leur dépendance au mari et le milieu ecclésiastique soucieux de l'éducation de la jeunesse et de la moralité publique. Nombre de prescriptions légales et morales encadrent les comportements des femmes pour « aiguillonner les jeunes filles vers la vocation maternelle, chacun offrant sa conception de la féminité, conception instable, construite selon les besoins du moment » (p. 15). Devant le schéma social qui « résiste », des femmes se manifestent.

Parmi ces femmes, il y a Eva Circé-Côté, journaliste, militante, « syndicaliste » et féministe à qui l'auteure consacre le second chapitre. Trop longtemps méconnue sous la plume d'un certain Julien St-Michel, cette femme nous est présentée comme faisant partie des « définisseurs de situation », mais qui a contribué, d'une façon toute particulière, à une construction du genre féminin (p. 48). À travers son engagement pour la cause ouvrière et ses prises de parole dans la presse syndicale, plus précisément dans *Le Monde ouvrier*, la journaliste présente un nouveau point de vue sur la légitimité du travail féminin, la discrimination et l'exploitation des travailleurs et des travailleuses. Par ses chroniques, elle dévoile une autre version de l'expérience féminine, celle des travailleuses « plutôt qu'ouvrières », et élabore la nouvelle image féminine de « la femme moderne [...] la Québécoise urbaine [...] la femme dans la Cité », la citoyenne.

Considérée comme une réformatrice plutôt radicale, Eva Circé-Côté fait l'éloge de l'industrie et du progrès et accueille d'emblée les nouvelles conditions « de la vie moderne » et les innovations dans la vie des travailleurs et des travailleuses pourvu qu'elles contribuent à l'émancipation des femmes. C'est pourquoi elle réclame l'intervention de l'État dans certains secteurs, dont les services sociaux et l'éducation. En empruntant une identité masculine fictive, comme d'autres femmes l'ont fait, Éva Circé-Côté se « permettait sans doute d'exprimer ses opinions politiques, offrant ainsi plus de crédibilité à ses jugements et plus de poids à ses revendications » (p. 49).

Si l'égalitarisme domine chez la chroniqueuse, on ne manque pas de relever aussi quelques appels aux qualités maternelles propres au sexe féminin (p. 61). On comprend que son intervention s'inscrit au carrefour du « féminisme maternel » et du « féminisme égalitaire » des milieux activistes du début du siècle. C'est pourquoi le chapitre 3, « Mères ou patientes ? », arrive à point pour illustrer la complexité des arguments invoqués par les réformatrices, hommes et femmes, sur les droits politiques, économiques et sociaux des femmes et où les représentations traditionnelles côtoient les nouvelles images féminines. L'auteure reprend la teneur des discours cléricalo-nationalistes sur la place des femmes dans la société et la juxtapose à celle du milieu médical, lieu du haut savoir scientifique. Cela a pour effet de soutenir d'une manière dichotomique l'effet de contrôle que les « agents définisseurs » de l'époque, surtout des hommes, tentent d'exercer sur les femmes, comme sur leur corps, dans un monde où la modernité suggère des ouvertures idéologiques, des émancipations sociales comme celle des travailleurs et des travailleuses ainsi que celle des femmes. À partir de sources diverses, telles que les manuels d'hygiène, les revues médicales, les chroniques de journaux, les revues populaires, Andrée Lévesque fait ressortir les opinions, surtout traditionnelles, de ces « agents normalisateurs » (p. 116) sur le suffrage féminin, l'éducation des filles, la santé des femmes et la sexualité. Généralement préoccupés par la propagation des maladies vénériennes, à la suite de la Première Guerre mondiale, et la libéralisation des mœurs, les médecins et réformateurs pointent du doigt les « femmes publiques » et tentent de mettre en place des mesures de répression, sinon de contrôle, du phénomène de la prostitution.

C'est ainsi que les deux derniers chapitres résument l'enquête empirique que l'historienne a menée sur la prostitution à Montréal entre 1865 et 1929. L'un est centré sur les prescriptions sociales, les mesures légales et les modèles de

féminité invoqués pour contrôler le phénomène, l'autre présente les conditions sociales des personnes impliquées dans le commerce de la prostitution, plus précisément les tenancières, les gérantes et les prostituées. Cette étude fait intervenir les rapports dialectiques entre ceux qui contrôlent la prostitution (hommes de loi, médecins, clergé, réformateurs) et ceux et celles qui en vivent (tenancières, proxénètes, prostituées). Personnes prônant la tolérance et personnes en faveur de la répression sont confrontées; prescriptions et comportements, discours et expérience sont inscrits ensemble « l'un formant l'autre, dans une symbiose féconde » (p. 15).

Le chapitre 4 est celui qui cible le mieux la complexité des enjeux de la lutte pour les droits des femmes au tournant du siècle. L'historienne Andrée Lévesque situe l'évolution des mesures sociales, légales et judiciaires concernant la prostitution à Montréal à la rencontre des mouvements de réformes sociales associés à l'urbanisation et à l'industrialisation (p. 88). L'auteure fait très bien ressortir les éléments du débat entre tolérance et répression des réformistes, entre idéologie de l'égalité et de la différence des féministes, entre puritanisme et libéralisme victoriens, débat déjà engagé dans toutes les grandes villes européennes et américaines.

Malgré une certaine concertation établie autour des trois secteurs d'intervention, c'est-à-dire la prévention, la réhabilitation et la répression de la prostitution, réglemmentaristes et abolitionnistes s'opposent sur les causes de l'ampleur du phénomène et les moyens de le contrer. C'est ainsi que l'on apprend que les mesures mises en avant par les autorités montréalaises dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne portent pas les fruits escomptés. On procède donc en 1917 à la nomination d'un directeur de la moralité publique et à la formation d'un comité de citoyens et de citoyennes, le Comité des Seize (qui sont en fait 26), à la suite d'un rapport commandé au Bureau de recherches municipales de New York. Composé d'autant de femmes que d'hommes issus presque exclusivement des milieux anglophones de la métropole et représentant un large éventail d'organisations ayant des contacts avec des personnes en difficulté, le Comité a pour mandat d'élaborer divers règlements et mesures pour contrôler, sinon réglementer, la prostitution, par l'intermédiaire de l'hygiène publique, et la corruption policière. Instituée en 1924, l'enquête Coderre sur le service de police montréalais vient calmer les revendications des réformistes, sans toutefois se prononcer sur le commerce de la prostitution publique dans le quartier *Red Light*.

Aussi verrons-nous se froter et même s'opposer à eux un organisme féminin et réformiste, le Conseil local des femmes de Montréal (CLFM). Depuis longtemps engagé dans la réhabilitation des prostituées, des déviantes et des prisonnières, ce groupe féministe dénonce la double moralité, comme le double standard, et l'exploitation sexuelle des femmes. Il n'est pas indulgent envers la faiblesse des hommes, ou plutôt le pouvoir masculin qui justifie la prostitution comme un mal nécessaire (p. 95). Sans faire de l'élimination du « vice commercialisé » un de leurs objectifs particuliers, ces femmes sont davantage préoccupées par les conditions socio-économiques des prostituées, conditions que le chapitre 5 dévoile. Par conséquent, elles proposent des services mieux adaptés aux personnes délinquantes afin d'éviter leur marginalisation et leur judiciarisation. Entre tradition et modernité, entre discours et expérience, on assiste à un nouveau discours, à une nouvelle redéfinition du féminin par les



femmes réformistes qui utilisent leurs propres éléments d'analyse socio-économique de la condition des femmes.

L'historienne adopte le même cheminement au chapitre 5 intitulé « Le bordel, milieu de travail contrôlé » en appliquant une grille d'analyse marxiste au monde de la prostitution. C'est ainsi que les « femmes publiques » nous sont présentées comme des travailleuses, soumises aux conditions d'une économie de marché et aux cadres du travail industrialisé. Définies par les employeurs ou les employeuses ou encore propriétaires de commerce pour répondre aux impératifs du marché et de la concurrence, les mesures mises sur pied pour encadrer cette sphère d'emploi, mesures dont l'élaboration échappe aux principales intéressées, contribuent à renforcer leur marginalité. Si des traces de résistance indirecte sont décelables par l'analyse des données judiciaires concernant les femmes, rapports de pouvoir et rapports d'autorité continuent de s'exercer, transformant très peu l'environnement immédiat des prostituées pendant toute la période étudiée. « Il en résulte des prises de position officielles contre la prostitution et un contrôle policier qui s'exerce par des actions sporadiques contre les maisons de désordre, un système hybride, en somme, qui persistera malgré les soubresauts réformateurs » (p. 115) jusqu'à la disparition du *Red Light* sous l'administration Jean Drapeau-Pacifique Plante au début des années 1950.

L'ouvrage, pour ne pas dire l'œuvre, de l'historienne Andrée Lévesque constitue de fait un précieux apport non seulement au récit de l'émancipation féminine au Québec, mais aussi « en » histoire des femmes. Il dévoile un peu plus les enjeux des luttes autour de l'égalité des droits des femmes au Québec et des rapports de pouvoir qui s'exercent entre les « définisseurs » de situation et les travailleuses, entre les hommes et les femmes. Par ses constants parallèles entre l'aspect formel des représentations et des prescriptions sociales, concernant la place et le rôle des femmes, et l'aspect moins connu de l'expérience marginale féminine de la prostitution, la chercheuse rend bien l'aspect dichotomique des discours par opposition aux expériences et le dynamisme des relations dialectiques entre femmes et pouvoirs, entre hommes et femmes. Et si quelques prises de parole des femmes se sont fait entendre, elles demeurent discrètes puisqu'elles sont moulées au contexte socio-économique de la période. C'est pourquoi il serait intéressant de poursuivre le questionnement et de tenter de trouver d'autres actrices comme Eva Circé-Côté, ou des groupes engagés dans les réformes sociales, afin d'obtenir d'autres versions de l'expérience des femmes. Cela contribuerait à élargir notre champ de connaissances mais surtout à enrichir notre compréhension des phénomènes sociaux qui se révèlent de plus en plus complexes.

France Parent  
Département d'histoire  
Université Laval

## RÉFÉRENCES

- LÉVESQUE, Andrée  
1984 *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Boréal Express.  
1989 *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*. Montréal, Éditions Remue-ménage.